

Taglioni, F., 2011

De J. Monroe à B. Obama : les Etats-Unis d'Amérique et les regroupements régionaux de l'hémisphère américain

Ouvrage collectif., *Nouvelles tendances de la coopération et de l'intégration régionales aux Amériques*

François Taglioni
Professeur des universités
UMR Prodig, Paris
Cregur, Université de La Réunion
tagli@diplomacy.edu
www.taglioni.net

De J. Monroe à B. Obama : les Etats-Unis d'Amérique et les regroupements régionaux de l'hémisphère américain

Les tentatives de coopération et d'intégration régionale sont nombreuses dans les Amériques depuis déjà plusieurs décennies voire plusieurs siècles. De l'Alaska à la Terre de feu ce sont aujourd'hui plusieurs organisations régionales à vocations plurielles qui parfois se chevauchent, se superposent ou s'entrechoquent. Il se dessine nettement un bloc nord-américain sous l'égide des Etats-Unis d'Amérique, un ensemble sud-américain qui a du mal à trouver le chemin souhaité par Bolivar et Artigas et entre les deux, un ensemble Caraïbe peu cohérent lui aussi, qui manque de marge de manœuvre face au nord et au sud et qui n'arrive pas à faire les liens entre les Amériques, tout à la fois au centre et à la marge, une Méditerranée coupée de ses rives.

L'omniprésence des Etats-Unis dans les Amériques est sans doute à la fois un frein et un moteur au développement économique de l'hémisphère. Du tout militaire, idéologique ou encore économique ou sécuritaire, les motivations étatsuniennes ont été multiples et ont évolué au cours des siècles. Qu'elles que furent ces motivations, elles se sont toujours traduites par une opposition plus ou moins frontale avec des peuples latino-américains qui aspiraient et aspirent toujours à dialoguer entre eux et à trouver l'impossible équilibre des forces avec leur incontournable et démesuré voisin.

Dans cet article, nous retracerons les relations régionales et internationales contemporaines des Etats-Unis avec le reste des Amériques. Nous mettrons en perspective les phases déterminantes de cette histoire politique mouvementée en essayant de pointer les récurrences ainsi que les nouveautés afin d'esquisser les forces et les faiblesses de ce vaste ensemble hémisphérique bien plus habitué à des relations d'est en ouest que de nord au sud.

1. Avant 1980 : idéologie politique et interventions armées étatsuniennes sont de mise

Jusqu'au début des années 80, les Etats-Unis n'avaient pas de véritable politique coordonnée et structurée pour les Amériques. La voie de la force armée, les blocus économiques, les pressions diplomatiques et les interventions des services secrets dans divers pays latino-américains étaient les pratiques habituelles. En ce qui concerne plus précisément les interventions militaires, cela commence dès la formulation de la doctrine Monroe en 1823 avec une intervention à Porto Rico. On compte (fig 1) environ 70 faits

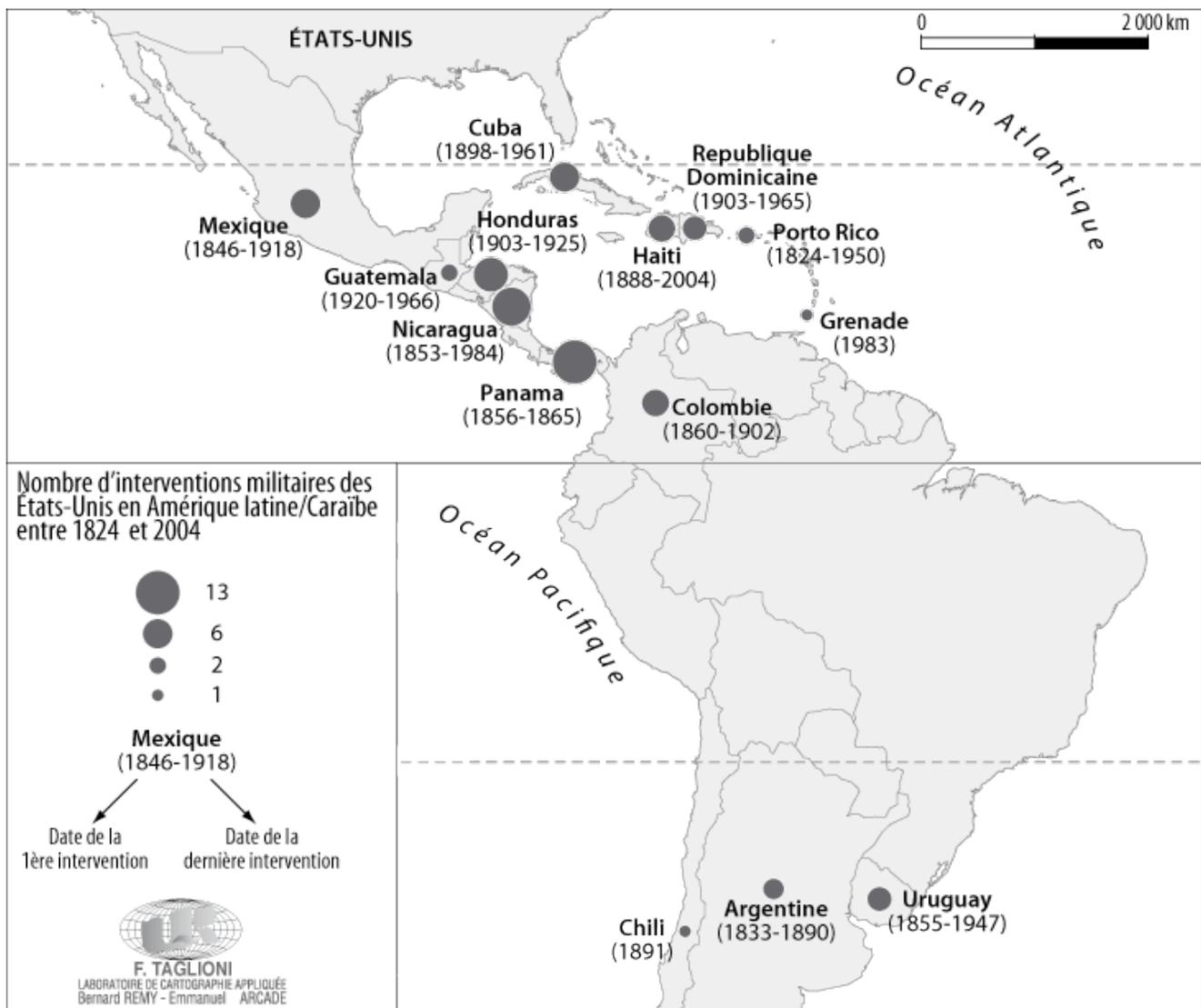
1823 : Doctrine Monroe
 1824 : Intervention à Porto Rico
 1833 : Intervention en Argentine
 1846-1848 : guerre Mexicano-étatsusienne
 1852-53 : Intervention en Argentine
 1853 : Intervention au Nicaragua
 1854 : Intervention au Nicaragua
 1855 : Intervention en Uruguay
 1856 : Intervention au Panama
 1858 : Intervention en Uruguay
 1859 : Intervention au Mexique
 1860 : Intervention en Colombie
 1865 : Intervention au Panama
 1866 : Intervention au Mexique
 1867 : Intervention au Nicaragua
 1868 : Intervention en Uruguay
 1868 : Intervention en Colombie
 1870 : Intervention au Mexique
 1873 : Intervention en Colombie
 1885 : Intervention au Panama
 1888 : Intervention en Haïti
 1890 : Intervention en Argentine
 1891 : Interventions au Chili
 1891 : Intervention sur l'île de Navassa (ancienne possession d'Haïti)
 1896 : Intervention au Nicaragua
 1898 : Intervention au Nicaragua
 1898 : Intervention à Cuba contre les Espagnols
 1899 : Intervention au Nicaragua
 1901 : Intervention en Colombie
 1902 : Intervention en Colombie
 1903 : Interventions au Honduras
 1903 : Intervention en République Dominicaine
 1903 : Intervention au Panama
 1904 : Intervention en République Dominicaine
 1904 : Intervention au Panama
 1906 : Intervention à Cuba
 1907 : Intervention au Honduras pour les protéger durant la guerre contre Nicaragua

1908 : Intervention au Panama
 1909 : Intervention au Honduras
 1910 : Intervention en Nicaragua
 1911 : Intervention au Honduras
 1912 : Intervention au Honduras
 1912 : Intervention au Panama
 1912 : Intervention à Cuba
 1914 : Intervention au Mexique
 1915 : Intervention en Haïti
 1916 : Intervention en République Dominicaine
 1917 : Intervention à Cuba
 1918 : Intervention au Panama
 1918 : Intervention au Mexique
 1919 : Interventions au Honduras
 1920 : Intervention au Guatemala
 1921 : Intervention au Panama/Costa Rica
 1924 : Intervention au Honduras
 1925 : Intervention au Honduras
 1925 : Intervention au Panama
 1926 : Intervention au Nicaragua
 1927 : Intervention au Nicaragua
 1933 : Intervention à Cuba
 1947 : Intervention en Uruguay
 1950 : Intervention à Porto Rico
 1958 : Intervention au Panama
 1961 : Intervention à Cuba
 1964 : Intervention au Panama
 1965 : Intervention en République Dominicaine
 1966 : Intervention au Guatemala
 1983 : Intervention à Grenade
 1984 : Intervention au Nicaragua
 1989 : Intervention au Panama
 1994 : Intervention en Haïti
 2004 : Intervention en Haïti

Sources : *Manière de voir*, 2007 ; Blum, 2008

Figure 1

Essai de chronologie succincte des interventions militaires des Etats-Unis en Amérique latine/Caraïbe; 1824-2008



Sources : cf. fig. 1

Figure 2
*Distribution des interventions militaires
 des Etats-Unis en Amérique latine/Caraïbe; 1824-2008*

d'armes étatsuniens entre 1824 et 2004, soit une intervention tous les 2 ans et demi en moyenne pour un total de 14 pays concernés. Depuis 1923, il ne passe pas une seule décennie sans débarquement, occupation, déploiement de marines, aide à un coup d'Etat. Des périodes furent plus "fastes" que d'autres et notamment les 20 premières années du 20^{ème} siècle avec pas moins de 23 interventions principalement dans la sous-région Caraïbe/Amérique centrale qui est la plus sensible pour la sécurité américaine car la plus proche des Etats-Unis et aussi la plus facile à contrôler. Les pays les plus éloignés géographiquement (fig. 2), comme le Chili, l'Argentine ou l'Uruguay sont les moins concernés par les interventions armées alors que des pays comme le Panama (13 interventions), le Nicaragua (11 interventions), le Honduras (8 interventions), Mexique (6 interventions), Cuba (6 interventions) sont les plus régulièrement touchés. Même une île des Petites Antilles, Grenade, qui compte moins de 100 000 habitants répartis sur 345 km², connaîtra un débarquement de marines, et autres soldats de la région, lors de l'opération *Urgent fury* de 1983 qui fut déclenchée par l'accession au pouvoir du général Hudson Austin suite à un coup d'Etat en octobre 1983.

2. A partir des années 1980 : la logique de l'économie de marché tente de s'imposer à l'ensemble des Amériques

Présidence Ronald Reagan (1981-1989)

Avec la présidence Reagan (1981-1989), l'Amérique latine en général et les Caraïbes en particulier sont l'une des priorités de la diplomatie américaine. Ainsi, au lendemain de l'intervention américaine à la Grenade (1983) alors que le défi nicaraguayen est à son apogée et que le résultat de l'enjeu salvadorien est toujours incertain, entre en vigueur l'Initiative pour le bassin des Caraïbes (CBI, 1984) du président Reagan. La motivation de cette initiative est évidente : "La paix et la sécurité dans le bassin des Caraïbes sont pour nous d'un intérêt vital. Quand nos voisins ont des difficultés, celles-ci deviennent inévitablement les nôtres". La CBI est donc éminemment politique et idéologique: combattre la révolution castriste, sandiniste et bishopiste. " Quant aux résultats économiques, le bilan est mitigé en dépit :

- 1) d'une totale exonération des droits et taxes douaniers pour certains produits, choisis par le président des Etats Unis, exportés vers les USA (à l'exception des produits textiles, pétroliers et des articles en cuir), avec cependant des règles d'origine stricte
- 2) des aides financières
- 3) des incitations financières et fiscales substantielles au bénéfice des investissements réalisés dans le bassin des Caraïbes.

Globalement, les exportations des Etats-Unis vers les pays signataires du CBI ont évolué favorablement alors que les exportations de ces mêmes pays vers les Etats-Unis ont eu tendance à stagner voire à diminuer : ce n'était pas l'effet recherché. Par ailleurs, le CBI semble néfaste à la cohésion de la région Caraïbe dans son entier car elle favorise une distribution injuste des revenus en valorisant une minorité d'investisseurs étrangers fortunés au détriment des ouvriers employés dans les Zones Franches Industrielles par exemple. Enfin, la CBI souligne, si besoin, l'unilatéralité qui préside aux relations entre les Etats-Unis et les Etats et territoires de la Caraïbe.

Présidence George Bush (1989-1993) : la fin de la guerre froide

Au lendemain de l'effondrement du bloc des pays communistes, le Président George Bush (1989-1993) met l'accent sur la propagation de l'idéologie libérale à l'ensemble des Amériques.

Avec son initiative en 1990 (*Enterprise for the Americas Initiative*, EAI) apparaît une politique plus globale qui s'adresse aux pays d'Amérique latine et à la Caraïbe. Les visées de cette initiative sont économiques et idéologiques. L'administration Bush va désormais baser sa politique de sécurité non plus sur les aspects politico-militaires, comme jusque lors, mais plutôt sur les aspects politico-économiques.

L'EAI se décline en trois propositions :

- 1) la réduction, ou l'annulation dans certains cas, de la dette bilatérale des pays d'Amérique Latine et des Caraïbes envers les Etats-Unis
- 2) la création d'un fond spécial pour stimuler les investissements étrangers dans la région gérée par la Banque Interaméricaine de Développement (BID)
- 3) la mise en place d'une zone de libre échange commerciale entre tous les pays d'Amérique qui préfigure la ZLEA annoncée au sommet des Amériques à Miami en 1994

Cette nouvelle initiative intervient dans une conjoncture mondiale génératrice d'inquiétude

pour les pays d'Amérique Latine et des Caraïbes avec la fin de la guerre froide, l'effondrement du communisme en Europe de l'Est et l'intervention armée des alliés au Koweït en 1991. Cette conjoncture aurait pu laisser présager un désintéressement des supers puissances envers eux au profit de l'Europe de l'Est, de la nouvelle CEI et des pays asiatiques. Dans les faits, les Etats-Unis, pour des impératifs économiques, compte tenu de l'achèvement du marché unique européen et de la dynamique asiatique centrée autour du Japon, choisirent de jouer la carte de la coopération économique régionale élargie à l'échelle de l'hémisphère ouest.

Présidence de William Clinton (1993-2001) : le libre-échange est en marche

Avec la présidence Clinton, c'est une nouvelle ère qui s'ouvre puisque son administration n'accorde qu'un intérêt assez limité aux questions internationales, à la diplomatie et à la politique étrangère américaine. Il faut dire que l'équipe Clinton est très focalisée sur les questions de politique nationale et sur les déboires privés du président. D'une façon générale, le nouvel ordre mondial avec la disparition de l'URSS, entretient les Etats-Unis dans une toute puissance et l'enferme même dans des réflexes isolationnistes où seule leur sécurité interne devient un sujet constant de préoccupation :

- contrôle de l'immigration
- contrôle des trafics d'armes
- contrôle de la corruption
- lutte contre les stupéfiants
- lutte contre le blanchiment de l'argent
- surveillance des catastrophes naturelles (cyclones notamment)

Les moyens financiers mis en œuvre sont très importants et se substituent à la traditionnelle aide au développement qui transite par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID).

L'administration Clinton sera néanmoins celle de l'entrée en vigueur de l'Accord de libre échange Nord-Américain (ALENA) en 1994. Cet accord impulsé par le haut, les Etats-Unis, s'inscrit dans une tradition de tentative de coopération économique (fig. 3) déjà ancienne dans les Amériques. De fait, déjà en 1960 le Marché commun d'Amérique Centrale (MCCA) voyait le jour à Managua. Ce marché commun, qui est le plus ancien des Amériques, est lui-même le fruit de longues négociations commencées dans les années 1950. Au MCCA emboîteront chronologiquement le pas : la Communauté andine (1969), La communauté et marché commun de la Caraïbe (1973), l'Organisation des états de la Caraïbe de l'Est (1981), le Marché commun du cône sud (1991) et le Groupe des Trois (1991). Ces organisations, de l'Alaska à la Terre de feu, fonctionnent avec plus ou moins de bonheur et mettent en relief des regroupements qui suivent des découpages géographiques marqués : Amérique du Nord, Amérique Centrale, Caraïbe, Petites Antilles, pays Andins et pays du cône sud-américain. Ces découpages "naturels" soulignent la nécessité préalable à la coopération régionale qui se fonde sur des critères structurels comme une langue, une identité, une culture, des traditions historiques, politiques ou économiques. Ce sont autant de valeurs ajoutées qui peuvent accélérer et approfondir les relations régionales, mais sans pour cela être des préalables absolus. Autrement dit, la construction d'une conscience régionale forte n'est pas un passage obligé à l'intégration économique ou à la coopération institutionnelle mais elle y contribue fortement.

Marché commun d'Amérique Centrale (MCCA) ; 1960

Costa-Rica, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Salvador, République Dominicaine (pour ce dernier pays c'est au titre de **l'Accord de libre échange centro-américain/République Dominicaine** avec les **Etats-Unis** (CAFTA-DR) ; 2005)

Communauté andine (Can) ; 1969

Bolivie, Colombie, Equateur, Pérou, Venezuela (se retire en avril 2006)

Communauté et Marché Commun de la Caraïbe (CARICOM) ; 1973

Antigua-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Dominique, Grenade, Guyana, Haïti, Jamaïque, Montserrat, Saint Kitts-Nevis, Saint-Vincent et les Grenadines, Sainte-Lucie, Suriname, Trinidad et Tobago

Organisation des Etats de la Caraïbe de l'Est (OECS) ; 1981

Antigua-Barbuda, Dominique, Grenade, Montserrat, Saint Kitts-Nevis, Saint-Vincent et les Grenadines, Sainte-Lucie

Marché commun du cône sud (Mercosur) ; 1991

Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay, Venezuela (entré en juillet 2006)

Accord de libre-échange Nord-Américain (ALENA) ; 1994

Canada, Etats-Unis, Mexique

Groupe des Trois (G 3) ; 1994

Colombie, Mexique, Venezuela (se retire en mai 2006)

Figure 3

Les zones à vocation de libre-échange ou de marché commun

Parallèlement à ces accords multilatéraux, se développent dans les Amériques des accords commerciaux bilatéraux (fig. 4) entre les pays de l'hémisphère et le reste du monde. Ainsi les Etats-Unis poursuivent-ils leur politique du bilatéralisme en Amérique latine pour essayer de limiter l'essor des accords régionaux entre les pays latino-américains. Les pays du MERCOSUR cherchent de leur côté un ancrage outre-Atlantique, mais aussi avec l'Inde, l'Afrique ou encore Israël, pour essayer de se soustraire à l'exclusivité de leurs relations commerciales avec les Etats-Unis. Les grandes puissances du sud des Amériques comme l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Mexique ou le Venezuela de leur côté se lancent aussi dans des accords bilatéraux au sein des Amériques et avec des puissances extérieures à la zone pour essayer de renforcer leur puissance économique régionale.

Les Etats-Unis avec le Chili, le Pérou, la Colombie, Uruguay, le CAFTA-RD

Le Marché commun du cône sud (MERCOSUR) avec l'Union européenne, l'Inde, l'Afrique australe, Israël ...

L'Union européenne avec le Mexique, le Chili, la Can, le Mercosur, le CAFTA ...

Le Brésil avec La Chine, l'Inde, la République d'Afrique du Sud, l'Union européenne

Le Venezuela avec le Brésil, Cuba, l'Argentine

L'Argentine avec la Chine

Le **Chili** avec la Chine, le Canada, le CAFTA, le Mexique, la Corée, les Etats-Unis

Le **Mexique** avec le Chili, l'Union européenne, le Japon

Figure 4

Quelques accords bilatéraux commerciaux des pays des Amériques

Ces accords bilatéraux constituent autant de paradoxes apparents à la bonne conduite des accords régionaux comme l'ALENA, le MERCOSUR ou encore la CAN. En effet comment se regrouper dans des zones de libre-échange voire des marchés communs à l'échelle régionale et dans le même temps négocier des accords bilatéraux ?, Ces derniers sont par définition porteur de réciprocité et de protectionnisme entre pays et par-là même d'entorses aux règles de l'OMC qui défendent la libéralisation du commerce mondial et l'abolition des entraves à son expansion.

C'est aussi durant les deux mandats de William Clinton que le projet de la ZLEA va prendre corps à partir de 1994 et que va se tenir le premier sommet des Amériques à Miami. Il sera suivi d'un second à Santiago en 1998 et d'un ultime sous W. Clinton avec Québec en 2001. Ces sommets qui réunissent 34 chefs d'Etats des pays des Amériques sont organisés par plusieurs structures intergouvernementales dont principalement l'Organisation des États américains. L'objectif de ces sommets, qui excluent Cuba, était de convaincre les pays latino-américains d'établir un ambitieux projet d'intégration économique à l'échelle hémisphérique qui fusionnerait, en les transcendant, les organisations économiques d'intégration déjà en place. L'histoire et la géopolitique internationale vont en décider autrement.

3. Les années 2000 : la Présidence de George Bush (2001-2009) face aux terrorismes internationaux et loin de l'Amérique latine

Le blocage de la ZLEA : le symbole de la résistance sud-américaine face au nord

Selon le président George Bush, à son arrivée au pouvoir début 2001, le 21^{ème} siècle doit être "le siècle des Amériques". Quelques mois plus tard ces vœux seront très sérieusement remis en question par les attentats du 11 septembre 2001. Plus tard, l'invasion de l'Afghanistan en octobre 2001 puis la guerre en Irak qui débute en mai 2003 seront les symboles de la nouvelle donne internationale et de la politique étrangère des Etats-Unis. Quelques mois plus tard, le 4^{ème} sommet des Amériques à Mar Del Plata en Argentine, en novembre 2005, provoque un très sérieux coup d'arrêt aux ambitions de libre-échange des Etats-Unis dans les Amériques. La riposte à la Zone de libre-échange des Etats-Unis (ZLEA) se cristallise dans la naissance de l'Alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA) en avril 2005. L'ALBA se veut un projet d'intégration basé sur des avantages coopératifs et non pas des avantages comparatifs comme dans le cas de la ZLEA par exemple. Ce projet porté, comme on le sait, par Hugo Chávez, s'inscrit dans la démarche initiée par le sommet des Peuples, de philosophie altermondialiste, en réponse aux sommets des Amériques. De plus, gaz et pétrole au Venezuela et en Bolivie constituent un indéniable atout pour cette initiative car les autres pays latino-américains pourraient se rallier à l'ALBA pour assurer leur approvisionnement en énergie première. On pense ici en premier lieu à l'Equateur, au Paraguay et au Guatemala. Le rapprochement militaire et stratégique de Caracas et de Moscou pourrait accélérer l'expansion de l'ALBA en protégeant le Venezuela de l'éventuelle pression militaire colombienne et étatsunienne. Cette pression se lit clairement dans le Plan Colombie qui permet officiellement depuis mi-juillet 2009 aux Etats-Unis d'utiliser cinq à sept bases militaires sur le sol colombien. Dans le même temps le rapprochement russo-venezuelien remet en tension, dans une certaine mesure, les relations est-ouest.

La multiplication des associations sud-américaines d'intégration dénote les divergences profondes des acteurs latino-américains

Comme dans le cas des organisations d'intégration économique, les organisations à vocation d'intégration régionale (fig. 5) sont nombreuses et anciennes dans les pays latino-américains. A l'analyse de ces associations, unions et autres groupes on peut lire les alliances, les divergences, les rapprochements et les rejets qui s'opèrent entre les pays au grés des gouvernements et des idéologies politiques et économiques qui se font et se défont. De ce fait, et contrairement aux organisations d'intégration économique, les logiques de proximité géographique ne priment pas dans la constitution de ces organisations à vocation d'intégration régionale. *De facto*, ce qui donne du sens au regroupement s'est principalement le projet politique ainsi que les relations avec les Etats-Unis. Sur ce dernier point, qui influe du reste sur le premier, on peut distinguer des pays de gauche modérée ou de droite libérale qui coopèrent avec Washington (Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Mexique, Panama, Pérou, République Dominicaine, Salvador, Uruguay) ; des pays de gauche radicale et anti-américaine (Bolivie, Cuba, Equateur, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Paraguay, Salvador, Venezuela) et un pays indécis (l'Argentine).

L'Association latino-américaine d'intégration (ALADI) ; 1980

Argentine, Bolivie, Brésil, Cuba, Colombie, Chili, Équateur, Mexique, Paraguay, Pérou, Uruguay, Venezuela

Groupe de Rio ; 1986

Argentine, Belize, Brésil, Bolivie, Colombie, Costa Rica, Chili, Cuba (depuis novembre 2008), Equateur, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République Dominicaine, Salvador, Uruguay, Venezuela

Association des Etats de la Caraïbe (ACS) ; 1994

Antigua-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Colombie, Costa Rica, Cuba, Dominique, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Mexique, Jamaïque, Nicaragua, Panama, République Dominicaine, Saint Kitts-Nevis, Saint Vincent et les Grenadines, Sainte Lucie, Salvador, Suriname, Trinidad-Tobago, Venezuela

Initiative d'intégration de l'infrastructure régionale d'Amérique du Sud (IIRSA) ; 2000

L'ensemble des pays d'Amérique du sud

Plan Puebla-Panama (PPP) ; 2001

Mexique et Amérique centrale

Alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA) ; 2005

Bolivie, Cuba, Dominique, Honduras, Nicaragua, Venezuela

Union des Nations sud-américaines (UNASUR) ; 2008 (anciennement dénommée

Communauté sud-américaine des nations (CSN) ; 2004

Elle regroupe les pays du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay, Venezuela), de la Communauté andine (Bolivie, Colombie, Equateur, Pérou) ainsi que le Chili, Guyana et Suriname, c'est à dire l'ensemble des pays indépendants d'Amérique du sud

Figure 5

Les groupes à vocation d'intégration régionale

Parmi les groupes à vocation d'intégration régionale, il en est un qui retient particulièrement l'attention, c'est l'Union des Nations sud-américaines (UNASUR). Le Brésil est la locomotive, dès sa création en 2004, de ce qui s'appelait au départ la Communauté sud-américaine des Nations (CSN). L'entrée du Venezuela dans le Mercosur (et son départ de

la CAN) en 2006 va accélérer le rapprochement entre la Communauté sud-américaine des Nations et le Mercosur pour finalement aboutir à la naissance de l'Union des Nations sud-américaines (UNASUR) créée en mai 2008. Cette Union devrait permettre aux pays latino-américains de ne plus passer par l'Organisation des Etats américains (OEA) pour des problèmes spécifiques au sous-continent sud-américain. Néanmoins la création d'espaces communs régionaux entre parfois en rivalité avec les plans d'intégrations qui sont pensés à l'échelle du territoire national et qui avaient pour finalité d'intégrer les périphéries nationales afin de les protéger des voisins et d'obtenir un espace national uni et cohérent via l'intégration des marges. Compte tenu de ce contexte l'intégration continentale représente une gageure. Il faut totalement inverser les paradigmes territoriaux. C'est à dire ne plus voir le territoire national comme un bastion à sécuriser, mais comme un espace ressources qui ne servira le développement national que s'il est capable de s'ouvrir ; dans ce cas les réseaux comptent plus que l'espace. Néanmoins, un des préalables fondamentaux à la coopération régionale est la possibilité qu'ont les pays d'une région de partager des espaces communs. Il s'agit notamment des ressources naturelles ou produites qui s'articulent par exemple autour d'un fleuve, d'une mer, d'un lac, d'une forêt. Une mise en partage et en connexion des réseaux fluviaux, maritimes, mais surtout ferroviaires, routiers, d'eau potable, d'électricité, sont autant d'avantages potentiels que concrétise la coopération régionale. Ces espaces communs constituent un "capital spatial". Voici ce qu'en dit Philippe Hugon : "Pour que des territoires aient entre eux des échanges ... il faut qu'existent des infrastructures interconnectantes physiques ou transactionnelles et donc un capital spatial" (Hugon 2003, p. 59). L'Initiative d'intégration de l'infrastructure régionale d'Amérique du Sud (IIRSA) va dans le sens de l'approfondissement et de l'émergence de ce capital spatial. Cependant, les dissensions récurrentes entre la Colombie et le Venezuela ne vont pas dans le sens de l'intégration. L'élargissement du Plan Colombie est le dernier épisode qui tend les relations entre la Colombie et les pays voisins, Venezuela en tête mais aussi Equateur, Brésil ou encore Argentine et Chili. On touche là aux limites d'une organisation du type de l'Union des Nations sud-américaines qui en dépit de sa volonté affichée de s'affranchir de son puissant voisin étatsunien retombe dans des conflits internes qui l'empêche de fonctionner pleinement. Cela fait bien sûr le jeu des Etats-Unis qui affichent eux leur volonté de continuer à contrôler leurs voisins latino-américains par tous les moyens qu'ils soient diplomatiques, militaires ou encore physiques avec l'édification d'un mur long de plusieurs centaines de kilomètres. C'est ainsi qu'en 2006, le Sénat américain a approuvé la construction d'un double mur de 1 125 km de long entre la Californie et le Texas ; soit sur le tiers de la frontière longue de 3 500 km que partagent les Etats-Unis avec le Mexique. Ce mur, au-delà de la question de son efficacité en terme de pression migratoire sur les Etats-Unis, est avant tout le désaveu du président Bush au projet social d'intégration des Amériques ainsi que la volonté des élus et de la majorité du peuple américain de se refermer derrière leur frontière sud et de tourner ainsi le dos à leurs partenaires au sud du 30^{ème} parallèle.

Cette position de repli de l'administration Bush se lit d'autre part dans la montée en puissance des dispositifs militaires dans les Amériques et notamment la marine de guerre¹. En effet, depuis juillet 2008, les Etats-Unis ont redéployé la IV^{ème} flotte dans les eaux de la Caraïbe et de l'Amérique latine pour officiellement "lutter contre les trafics illégaux et

¹ Pour mémoire, les 6 flottes de guerre étatsuniennes sur les mers et les océans se répartissent ainsi : II^{ème} flotte : Océan Atlantique ; III^{ème} flotte : Pacifique centre et Est ; IV^{ème} flotte : Atlantique Sud et Caraïbes ; V^{ème} flotte : Golfe Persique, Mer d'Oman, Mer rouge ; VI^{ème} flotte : Méditerranée; VII^{ème} flotte : Pacifique Ouest et Océan Indien

intervenir en cas de catastrophes naturelles". Cela paraît un peu court pour une telle armada navale basée à la Station Navale de Mayport, à Jacksonville en Floride. Cette flotte fut créée durant la seconde mondiale pour protéger le trafic dans l'Atlantique Sud et désarmée en 1950. Cette réactivation, dans un contexte de contestation politique latino-américaine, de rapprochement militaire du Venezuela avec la Russie et de découverte de pétrole au large du Brésil notamment, a de quoi soulever des questions sur les intentions réelles des Etats-Unis. Il flotte du reste des relents de guerre froide. Cela étant, les Etats-Unis ont une forte tendance à temporiser les attaques diplomatiques et médiatiques de leurs principaux détracteurs en Amérique latine. La crise bolivienne de septembre 2008 n'a pas connu de surenchère de la part des Etats-Unis qui n'ont fait que répondre aux expulsions de leur ambassadeur en Bolivie et au Venezuela par la réciprocité.

4. Le président Barack Obama et les Amériques : *a new deal* ?

Le 44^{ème} président des Etats-Unis élu en novembre 2008 marquera t-il une vraie rupture dans la politique étatsunienne vis-à-vis des Amériques ? Après quelques mois de mandat, il est difficile de le dire avec certitude. On constate à ce jour que sa politique pour les Amériques est encore hésitante. D'ailleurs, son discours (fig. 6) durant les mois de campagne présidentielle a été assez fluctuant sur la question tant le candidat focalisait son discours de politique étrangère sur la guerre en Irak. Voici quelques déclarations et faits en début et en fin de campagne qui montrent que le candidat n'est pas clairement positionné sur ses intentions hémisphériques.

Jusqu'en juin 2008

- * Hugo Chávez "n'est pas le type de voisin que l'on souhaite avoir"
- * "Les Etats-Unis doivent mener une diplomatie directe avec le Venezuela et Cuba" (mais il préconise néanmoins le maintien de l'embargo contre Cuba)
- * Il a déclaré son intention d'isoler le Venezuela et ses alliés dans la région, au motif qu'ils soutiennent les Forces Armées Révolutionnaires Colombiennes (FARC-EP)
- * "Le gouvernement américain ne pourra se consacrer à l'Amérique latine qu'une fois la guerre en Irak terminée"
- * "Il faut permettre aux Cubains exilés aux Etats-Unis de rentrer dans leur pays"
- * "Il serait souhaitable de développer des énergies propres avec des pays comme le Brésil"
- * Il soutient la construction du mur frontalier entre les Etats-Unis et le Mexique
- * Il soutient le "Plan Colombie"
- * Il veut augmenter le budget pour le Plan Merida (Plan Colombie étendu aux Amériques)

A partir d'octobre 2008

- * "Nous avons délaissé l'Amérique Latine. Le montant total de notre contribution à l'aide extérieure pour l'Amérique Latine est de 27 milliards de \$, approximativement ce que nous dépensons en Irak en une semaine. Que l'on se s'étonne donc pas de voir des gens comme Hugo Chávez et des pays comme la Chine combler le vide parce que nous avons été négligents".

Figure 6

Quelques déclarations et intentions de Barak Obama durant la campagne présidentielle en 2008

Cela étant, Barack Obama semble jouir d'une bonne popularité parmi les populations latino-américaines et caribéennes dont les racines sont en Afrique (30 % de la population totale). Ces populations noires, du Brésil au Venezuela en passant par la Colombie, Cuba et la République Dominicaine sont, comme aux Etats-Unis, très largement marginalisées.

Obama pourrait vraisemblablement, au prix d'une politique volontaire, d'une diplomatie patiente et de moyens financiers conséquents, inverser l'anti-américanisme qui prévaut dans le monde latino-américain et déstabiliser, peut-être, les régimes les plus hostiles à Washington.

La cinquième édition du sommet des Amériques qui s'est tenu les 18 et 19 avril 2009 à Trinidad a été un premier test pour Obama face au 34 pays de l'hémisphère sauf Cuba qui en avait été exclu comme à l'accoutumée depuis l'embargo étatsunien de 1962 vis-à-vis de ce pays et de son régime castriste. C'est justement autour de l'absence de Cuba que se sont focalisées nombre de manœuvres diplomatiques entre l'administration Obama et la grande majorité des nations latino-américaines qui réclament une réintégration de Cuba dans la famille des Amériques ainsi que la levée de l'embargo politique, économique, commercial, et financier des Etats-Unis.

Le Président du Venezuela, Hugo Chávez, est aussi dans une dynamique de confiance à l'égard des Etats-Unis, avec certes une revendication réaffirmée pour la cause cubaine et la levée de l'embargo mais, dans le même temps, un désir de normalisation de ses relations avec les Etats-Unis. On peut le percevoir notamment dans les attitudes quasi "fraternelles" entre les deux présidents mais aussi dans le rétablissement de la voie diplomatique entre les deux pays avec la nomination d'ambassadeurs à Washington et Caracas après plusieurs mois de vacance de postes consécutive à une réaction en chaîne après l'expulsion par le président équatorien Evo Morales, grand allié de Chávez, de l'ambassadeur des Etats-Unis de Quito.

Au total, les choses avancent entre les pays latino-américains et les Etats-Unis mais aucune déclaration finale n'a été signée à l'issue du sommet en dépit des enjeux essentiels que représentent la crise économique mondiale, la drogue, l'environnement, les migrations sud-nord ou encore et surtout Cuba. Cette première, où aucun consensus n'a été trouvé entre les membres des sommets des Amériques, marque la relative cohésion et solidarité des Latino-américains et des Caribéens face à ce qu'ils continuent de considérer comme l'impérialisme américain. Cet échec final du sommet s'est largement articulé autour de l'impulsion de l'Alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA) et de son leader Chávez qui avait annoncé avant même la tenue du sommet qu'il s'opposerait à cette déclaration finale. Cela montre aussi que la politique des Etats-Unis dans les Amériques, si elle est sans doute en train d'évoluer, ne va pas changer radicalement sur la seule arrivée au pouvoir d'un nouveau président fût-il Barak Obama. D'autant que l'administration Obama, en terme de priorité internationale, à fort à faire avec l'Afghanistan, l'Irak, le Pakistan voire la Corée du Nord. A l'échelle des Amériques, les pays du premier cercle, Canada et Mexique, resteront les alliés prioritaires des Etats-Unis. Le président Obama a d'ailleurs réservé ses deux premiers voyages officiels de l'hémisphère américain dans ces deux pays.

Conclusion

A ce jour, et paradoxalement, la politique étatsunienne pour la démocratie et la libéralisation des échanges dans les Amériques a sans doute favorisé l'arrivée au pouvoir d'une classe dirigeante socialiste qui a fait notamment son lit sur un fort sentiment anti-étatsunien de la part des électeurs latino-américains. De fait, les Etats-Unis se heurtent de façon aigüe et parfois frontale au bloc sud-américain qui a réussi le tour de force de faire enterrer, momentanément, la mise en place de la Zone de libre-échange des Amériques qui devait initialement se concrétiser en 2005. Pour autant, les dissensions entre les pays latino-américains et leur nationalisme respectif sont un frein majeur à l'approfondissement

d'une dynamique économique et politique centrée autour du Brésil pour contrer les ambitions hégémoniques nord-américaines. Au demeurant, les Etats-Unis tentent régulièrement de déstabiliser les positions communes latino-américaines et ils réactivent depuis peu une présence militaires accrue via la IV flotte, désarmée depuis 1950, dans la Caraïbe et l'Amérique du sud atlantique.

Les Etats-Unis, pour reprendre l'initiative d'une zone de libre-échange hémisphérique à leur avantage, contourner les oppositions ouvertes en Amérique du Sud et contenir les ambitions européennes ou encore asiatiques (Chine principalement), renforcent leur politique d'accords bilatéraux économiques et stratégiques. Le bilatéralisme est au demeurant aussi à l'honneur entre les pays sud-américains quitte, paradoxe de l'histoire, à éclipser temporairement le multilatéralisme prôné par l'Organisation mondiale du commerce.

Dans les années à venir les Etats-Unis vont continuer à s'assurer du contrôle des Amériques par tous les moyens. Ils devront néanmoins composer avec la montée en puissance du Brésil qui fédère via le Mercosur et l'Union des Nations sud-américaines les forces vives et les ressources énergétiques d'Amérique du Sud. Enfin, le Venezuela et son Alternative bolivarienne pour les Amériques continueront à poser un grand défi à la diplomatie de l'équipe du président Barack Obama tant le pétrole brut vénézuélien est pour le moment important pour l'économie étatsunienne et vice-versa.

Bibliographie

- Collectif, 2007. "Amérique latine rebelle". Paris, *Manière de voir*, n°90, 98 p.
- Blum, W., 2008. *Killing Hope. US military & CIA interventions since World War II*. Monroe, Common Courage Press. 500 p.
- Artigas, A. (Dir.), 2007, *L'Union fait la force : l'intégration régionale et commerciale en Amérique du Sud*, Notre Europe, Etudes et recherches n°54, 96 p.
http://www.notre-europe.eu/fileadmin/IMG/pdf/Etud54-fr-Am_riquelatine.pdf
- Azuélos, M. ; Cosío-Zavala, M.-E., Lacroix, J.-M. dir.), 2004, *Intégration dans les Amériques, dix ans d'ALENA*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 340 p.
- Beckouche, P., 2008. *Les régions nord-sud*. Paris, Belin, collection MappedMonde
- Breslin, S., 2002, *New regionalism in the global political economy*. Londres, Routledge, 257 p.
- Burac, M., Godard, H., Taglioni, F., 2003, "Le Bassin caraïbe : intégration régionale ou continentale ?", *MappedMonde*, n°71, p. 12-15
- Calleya, S., 2000, *Regionalism in the post-cold war world*, Aldershot, Ashgate, 274 p.
- Crusol, J., 2004, *Les Antilles-Guyane et la Caraïbe : coopération régionale et globalisation*, Paris, L'Harmattan, 241 p.
- Coufinal, G. (dir.), 2007, «Amérique latine : une ère nouvelle », *Géopolitique* n° 96
- Dabène, O., 2006. *Atlas de l'Amérique latine*, Paris, Éditions Autrement, 80 p.
- Dabène, O., 2005. *L'Amérique latine à l'époque contemporaine*, Paris, Armand Colin, 245 p.
- De Lombaerde, P. (dir.), 2006, *Assessment and measurement of regional integration*, Londres, Routledge, 260 p.
- Deblock-Regnault, 2006, *Nord-Sud. La reconexion périphérique*, Paris, Athéna éditions, 308 p.
- Del Pozo, J., 2004. *Histoire de l'Amérique latine et des Caraïbes : de 1825 à nos jours*, Sillery (Québec), Ed. du septentrion, 397 p.
- Desse, R.-P., Dupuy., H., 2008. *Mercosur : vers la grande Amérique latine ?* Paris, Ellipses, 192 p
- Duquette, M., van Eeuwen, D., 2005, *Les nouveaux espaces de l'intégration. Les Amériques et l'Union européenne*, Paris, Karthala, 282 p.
- El-Agraa, A., 1999, *Regional integration : experience, theory and measurement*, Lanham, Barnes & Noble, 442 p.
- Farrel, M., Hettne, B., Langenhove, L. (eds), 2005, *Global politics of regionalism*, Londres, Pluto Press, 321 p.
- Fregosi, R., 2006, *Altérité et mondialisation. La voie latino-américain*, Paris, Ellipses. 254 p.
- Hérodote, 2006, *Amérique latine : nouvelle géopolitique*, n° 123, 236 p.
- Hettne, B. (ed.) et alii., 2001, *Comparing regionalisms : implications for global development*, Basingstoke, Palgrave, 292 p.

- Hillcoat, G., 2006, "L'Amérique latine : enjeux diplomatiques et intégration régionale", *Enjeux diplomatiques et stratégiques*, p. 97-115.
- Hugon, P. (dir.), 2003. *Les économies en développement à l'heure de la régionalisation*. Paris, Karthala, 336 p.
- Lambourdière, E., 2007, *Les Caraïbes dans la géopolitique mondiale*, Paris, Ellipses, 464 p.
- Larner, W., Walters, W., 2002, "The political rationality of "new regionalism" : Toward a genealogy of the region", *Theory and society*, n° 33, p. 391-433.
- Ito, T. ; Mashayekh, M. (dir.), 2005, *Multilateralism and Regionalism. The New Interface*, Crucead, 205 p.
- Musset, A. (dir.), 2006, *Géopolitique des Amériques*, Paris, Nathan, 335 p.
- Page, S., 2000, *Regionalism among developing countries*, Basingstoke, Macmillan, 322 p.
- Postel-Vinay, K., 2001, "Géographie et pouvoir", *Critique internationale*, n° 10, p. 51-58.
- Saint-Upéry, M., 2007, *Le rêve de Bolívar*. Paris, Edition La Découverte, 336 p.
- Santiso, J., 2005, *Amérique latine. Révolutionnaire, libérale, pragmatique*, Paris, Autrement, 156 p.
- Schiff, M., Winters, A., 2003, *Regional integration and development*, Washington, Banque Mondiale, 322 p.
- Shaw, T., Söderbaum, F., 2003, *Theories of new regionalism*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 255 p.
- Sinatti, P., 2007. «Moscou-Caracas : le nouvel ordre mondial ». *Outre-Terre*, n°1, p. 407-422
- Taglioni, F. ; Théodat, JM., 2008, *Coopération et intégration. Perspectives panaméricaines*. Paris, L'Harmattan, 275 p.
- Taglioni, F., 2005, "La coopération régionale insulaire en question : une approche des mots et des choses, dans Bernardie, N., Taglioni, F. (dir.), *Les dynamiques contemporaines des petits espaces insulaires. De l'île-relais aux réseaux insulaires*, Paris, Éditions Karthala, p. 407-429.
- Vagnoux, I. ; Van Eeuwen, D., 2008. *Les États-Unis et le monde aujourd'hui*. La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube, 208 p.
- Velde, D., 2006, *Regional integration and poverty*, Aldershot, Ashgate, 297 p.
- Zagefka, P. (dir.), 2006. *Amérique latine*, Paris , la Documentation française, 206 p.